laTrompette

KAVEH KAZEMI/GETTY IMAGES

La pire gaffe de politique étrangère américaine, 2e partie

Une suite bien pire que l'original.

- Joshua Taylor
- 29/06/2022

« La pire gaffe de politique étrangère de l'histoire américaine ». C'est ainsi que *le* rédacteur en chef de la *Trompette a* décrit l'accord sur le nucléaire iranien—le Plan d'action global conjoint—qui est entré en vigueur le 16 janvier 2016. L'accord a donné à l'un des plus féroces adversaires des États-Unis un accès immédiat à plus de 100 milliards de dollars, dont 1,8 milliard en espèces. Il a permis à l'Iran de développer la technologie nécessaire aux missiles balistiques, qui sera ensuite développé pour contenir une ogive nucléaire. Et, chose étonnante, il a donné à l'Iran une voie légitime pour obtenir une arme nucléaire en un peu plus d'une décennie.

Gerald Flurry a prévenu que cette initiative phare du président Barack Obama en matière de politique étrangère était plus qu'une erreur naïve. Il s'agissait d'une tentative délibérée de donner du pouvoir au régime islamique fanatique, mettant en grave danger les alliés de l'Amérique, notamment l'État juif.

Le président Donald Trump s'est retiré de ce qu'il a qualifié d'un « horrible accord sur le nucléaire iranien » et a tenté pendant quatre ans de restreindre l'Iran et de soutenir la défense d'Israël.

Mais aujourd'hui, avec Joe Biden au pouvoir, six ans après la signature de l'accord initial, l'Amérique conduit les grandes puissances à conclure un nouvel accord avec l'Iran sur la technologie nucléaire. Il est choquant de constater qu'il n'y a rien de fondamentalement « nouveau » dans ce nouvel accord. Ceux qui ont suivi les négociations ont une impression écœurante de déjà-vu.

En fait, cela pourrait s'avérer être la *nouvelle* « pire gaffe de politique étrangère de l'histoire américaine ».

La reprise

De nombreux personnages sont restés les mêmes. Robert Malley dirige les négociations pour les États-Unis, tout comme en 2015. Parmi les autres personnes de l'ère Obama impliquées dans le nouvel accord figurent Richard Nephew (qui a récemment quitté l'équipe en raison de « divergences d'opinion ») et Wendy Sherman, qui occupe le poste de secrétaire d'État adjoint sous la direction d'Antony Blinken.

Cette fois-ci, la fin, digne d'un spectacle d'horreur, est claire dès le début. Dans l'original, le régime radical de l'Iran, parrain de terreur et ambitieux de se doter de l'arme nucléaire, était sur le point de s'effondrer sous les sanctions occidentales. Pourtant, M. Obama, président de ce que l'Iran appelle « le Grand Satan », est intervenu pour *sauver* ce régime et son programme nucléaire.

Aujourd'hui, les anciens négociateurs de M. Obama et son ancien vice-président, Joe Biden, sont aussi déterminés que lui à conclure un accord avec l'Iran, quoi qu'il en coûte.

L'équipe de Biden a poussé les négociateurs américains à céder à l'Iran à tel point qu'au moins trois membres du groupe américain des pourparlers ont démissionné dans un geste de protestation. L'ancien conseiller de sécurité nationale des États-Unis, John Bolton, a déclaré : « Les concessions qui ont été faites aux mollahs de Téhéran pour remettre l'accord sur pied ne font qu'empirer la situation. » Il l'a qualifié d'une « horrible erreur pour les États-Unis et pour quiconque croit en la paix et la sécurité régionale ».

Selon un avant-projet de l'accord ayant fait l'objet d'une fuite à *Reuters*, le cadre de ce nouvel accord est l'accord original, y compris ses dates d'expiration. Le Premier ministre israélien Naftali Bennett a déclaré que cela signifie que si les Iraniens acceptent des restrictions, lourdes ou légères, ils pourraient légalement se doter d'armes nucléaires dans moins de deux ans et demi.

Mais au moins, il existe des mécanismes ou des incitations pour ramener l'Iran à la table des négociations à l'avenir, non ? Apparemment, non. L'accord expirerait en 2025 et s'arrêterait là.

L'objectif déclaré du nouvel accord est simplement de ramener l'Iran en conformité avec les dispositions nucléaires de l'ancien accord, notamment en réduisant la pureté de son uranium enrichi de 60 pour cent actuellement à 3,67 pour cent. Le régime réduirait son stock d'uranium enrichi par étapes, mais de nombreux avantages de l'accord prendraient effet immédiatement.

Un sujet plus important et plus délicat est la question des centrifugeuses avancées de l'Iran, illégales selon les termes de l'accord initial. Lorsque Donald Trump s'est retiré de l'accord, l'Iran a commencé à en construire autant qu'il le pouvait, et maintenant il ne veut pas les abandonner.

Si vous comprenez la motivation de l'équipe Obama-Biden, vous trouverez leur réponse peu surprenante : *Pas de souci.* Le nouvel accord permet à l'Iran de stocker ses centrifugeuses avancées illégales au lieu de les détruire ou de les confisquer. Cela signifie que le pire scénario pour les membres de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique est d'attendre 2025, puis commencer à produire de l'uranium hautement enrichi.

La prise

Dans le cadre de l'accord initial sur le nucléaire, l'Iran a reçu environ 100 milliards de dollars d'avoirs non gelés et d'allègement des sanctions, soit l'équivalent des 100 films les plus rentables de tous les temps, doublés. Cela a sauvé l'économie et le régime de l'Iran, qui étaient tous les deux en difficulté. Les mollahs de Téhéran ont utilisé cet argent pour consacrer de vastes ressources au financement de leurs mandataires terroristes.

Le nouvel accord fera exactement la même chose et fournira presque exactement la même somme d'argent. Dès qu'ils signent l'accord, le régime iranien aura accès à plus de 100 milliards de dollars d'actifs actuellement inaccessibles.

« Si nous levons les sanctions, comment ces dollars sont-ils susceptibles d'être dépensés ? » a demandé le représentant américain Ritchie Torres. « Je n'ai aucune raison de penser que ces dollars seront dépensés pour une loi iranienne *Build Back Better* [Rebâtir en mieux]. J'ai toutes les raisons de penser que ces dollars vont probablement financer des actes de terrorisme et de guerre par procuration. » M. Torres et d'autres ont déjà vu cela auparavant : C'est exactement ce que l'Iran a fait après la mise en œuvre de l'accord initial.

Mais le nouvel accord produira des flux d'argent encore plus importants. L'économie iranienne dépend fortement des exportations de pétrole. Grâce à cet accord, les experts prévoient que l'Iran fera plus que doubler ses exportations de pétrole en quelques mois. S&P Global estime qu'en neuf mois, l'Iran pourrait expédier 1,5 million de barils de pétrole supplémentaires chaque *jour.* Une source au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a déclaré à *Reuters* qu'elle cherchera à réintégrer l'Iran si un accord est signé.

Selon le *Washington Institute for Near East Policy* [Institut de Washington pour la politique au Proche-Orient], « l'économie iranienne est prête à connaître une croissance solide, et même spectaculaire, dans les mois à venir. Avant les récents changements dans les conditions pétrolières mondiales, le Fonds monétaire international prévoyait une croissance du PIB de 2 pour cent pour 2022. Combiné à une croissance moyenne de 3 pour cent au cours des deux années précédentes, cela placerait Téhéran à 95 pour cent du niveau où il se trouvait avant la 'pression maximale' de l'administration Trump. » Depuis cette prévision, le prix du pétrole a grimpé en flèche, passant de 76 à 113 dollars le baril à l'heure où nous écrivons ces lignes. L'expédition de 1,5 million de barils supplémentaires par jour augmentera fortement les revenus de l'Iran.

Nouveau partenaire

Les États-Unis et l'Iran ont convenu que la Russie serait le principal médiateur des nouvelles négociations. Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine, et a été condamnée pour cela par les États-Unis, on pourrait s'attendre à ce que cela ralentisse considérablement les négociations. Eh bien, oui et non.

L'accord a été retardé par la guerre de la Russie contre l'Ukraine et par le fait qu'un tout nouvel ensemble d'exigences a été mis sur la table, non pas par l'Iran, mais par la Russie. Celle-ci exige que les États-Unis lèvent les sanctions qu'ils ont mises en œuvre pour son invasion afin de pouvoir commercer avec l'Iran une fois l'accord conclu.

La Russie a proposé d'être autorisée à effectuer des travaux nucléaires en Iran, conformément à l'accord initial, ce qui lui permettrait d'honorer un contrat de 10 milliards de dollars portant sur l'agrandissement de la centrale nucléaire iranienne de Bouchehr, d'aider à repenser l'installation nucléaire iranienne de Fordo, d'échanger de l'uranium et de fournir du combustible nucléaire russe aux

réacteurs iraniens.

Comme on pouvait s'y attendre, Biden a cédé aux exigences de la Russie, tout comme il a cédé à celles de l'Iran. Le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, a déclaré que les États-Unis n'imposeraient pas de sanctions sur la « participation de la Russie à des projets nucléaires », comme le prévoit le nouvel accord.

La journaliste britannique Melanie Phillips a écrit : « Ainsi, l'administration Biden accepte maintenant que Poutine—l'homme que Biden lui-même qualifie de 'criminel de guerre' et qui a menacé l'Occident d'une guerre nucléaire—soit le contrôleur du programme d'armes nucléaires de l'Iran. […] C'est difficile à croire, mais par son double jeu avec la Russie et l'Iran, les États-Unis travaillent maintenant avec un ennemi mortel de l'Occident pour habiliter à un ennemi mortel de la civilisation » (18 mars).

Mauvais acteur

L'un des obstacles à la conclusion du nouvel accord est le statut du Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC). Le président Trump l'a désigné, à juste titre, comme une organisation terroriste étrangère. L'Iran veut que cela soit annulé.

L'IRGC est facilement l'une des organisations terroristes les plus importantes et les mieux financées au monde, dirigée par un régime fanatique. Elle a participé à de nombreuses attaques terroristes contre l'Occident depuis sa création. Elle est responsable de la mort de milliers, et même de millions, de personnes, directement ou indirectement. Ses objectifs déclarés incluent l'anéantissement de l'État d'Israël et le génocide du peuple juif.

On peut donc imaginer le choc et la colère ressentis par les dirigeants israéliens lorsque des rumeurs ont circulé selon lesquelles l'administration Biden envisageait de retirer l'IRGC de la liste des organisations terroristes étrangères. En échange, les mollahs promettraient de désamorcer la situation dans la région. Les dirigeants israéliens ont d'abord refusé d'y croire. Dans une déclaration commune du 18 mars, le Premier ministre Bennett et le ministre des Affaires étrangères Yair Lapid ont déclaré : « Nous avons du mal à croire que la désignation de l'IRGC comme organisation terroriste sera retirée en échange d'une promesse de ne pas nuire aux Américains. La lutte contre le terrorisme est une lutte globale, une mission partagée par le monde entier. Nous pensons que les États-Unis n'abandonneront pas leurs alliés les plus proches en échange de promesses vides de la part de terroristes. »

Lorsqu'il est devenu évident que les États-Unis prévoyaient effectivement de rayer l'IRGC de la liste, M. Bennett a déclaré : « Malheureusement, il y a toujours une détermination à signer l'accord nucléaire avec l'Iran à presque n'importe quel prix—y compris celui de dire que la plus grande organisation terroriste du monde n'est pas une organisation terroriste. Ce prix est trop élevé. »

Obama et Biden sont prêts à le payer.

Attention : Divulgâcheur

Melanie Phillips a écrit cette déclaration intéressante : « Étant donné que le régime iranien est en guerre contre l'Occident depuis qu'il est arrivé au pouvoir en 1979, que ses empreintes digitales sont sur presque toutes les grandes atrocités terroristes contre les intérêts occidentaux et qu'il déclare sans cesse son objectif génocidaire d'exterminer Israël, la détermination de l'administration à lui donner du pouvoir est incompréhensible » (op cit).

En effet, la plupart des gens trouvent incompréhensible la volonté du gouvernement américain de conclure ce nouvel accord. Biden et ceux qui l'entourent semblent déterminés à donner du pouvoir à un ennemi direct et à l'un des régimes les plus dangereux de la planète aujourd'hui. Pire encore, il semble heureux de le faire au détriment des alliés de l'Amérique. Pour toute personne rationnelle et lucide, les actions de l'administration Obama et de cette administration sont mystifiantes.

Mais vous pouvez comprendre. Il y a une raison pour laquelle cette administration a pris tant de décisions désastreuses pour les Américains, les Israéliens et les autres.

Alors que d'autres sources d'information louaient et se pâmaient devant le candidat présidentiel Barack Obama, la *Trompette a* sonné l'alarme. Nous avons souligné scandale après scandale au cours de son administration alors que d'autres sources de nouvelles les ont rejetés ou oubliés. Lorsque l'administration d'Obama a signé l'accord nucléaire initial, M. Flurry l'a qualifié d'une « erreur cataclysmique en matière de politique étrangère ».

Lorsque Joe Biden est entré en fonction, M. Flurry a prévu que nous allions assister aux mêmes politiques horribles que sous Obama. « Beaucoup de gens voient clairement que Joe Biden n'est pas vraiment à la tête du gouvernement », écrivait-il dans notre article de couverture d'octobre 2021, « *Ce n'est pas de l'incompétence. C'est de la trahison !* ». « Il a rempli son administration de fonctionnaires de l'ère Obama, et c'est M. Obama lui-même qui dirige le spectacle ! Certains disent—à juste titre—que c'est effectivement le troisième mandat d'Obama. »

Au sujet du retrait honteux des États-Unis de l'Afghanistan, M. Flurry a écrit : « Une grande partie des graines de ce désastre ont été semées il y a des années, lorsque Joe Biden était vice-président et second de Barack Obama. J'ai beaucoup écrit sur la façon dont, pendant huit ans, l'administration Obama a travaillé dangereusement contre les intérêts de l'Amérique—et pourquoi. » (ibid).

La *Trompette* a prévu avec précision et souligné le rôle de l'Iran et d'Obama en utilisant une compréhension clé : les prophéties de la Bible.

« Bien des gens voient que ce sont des décisions désastreuses », poursuivait M. Flurry. « Mais nous devons comprendre que ce n'est pas seulement le résultat d'incompétences de la part de cette administration, ou de naïveté sur le fonctionnement réel du monde. Nous voyons les résultats d'une attaque satanique calculée et agressive, visant à affaiblir et ultimement à détruire les nations d'Israël, en commençant par la nation la plus puissante au monde ! »

Il y a une force qui *veut la* terreur, la guerre et les détonations nucléaires. Il y a un esprit derrière tout cela. C'est pourquoi ces événements vont tous dans la même direction.

« De nombreuses écritures bibliques expliquent et soulignent cette vérité. Vous ne pouvez pas saisir l'intention malveillante qui se cache derrière les actions de Barack Obama sans le reconnaître », a écrit M. Flurry.

Pendant des décennies, en utilisant la prophétie biblique, la *Trompette* met en garde contre le déclin et la chute imminente de l'Amérique en tant que superpuissance et la montée de l'Iran. Nous avons averti qu'il deviendrait le roi de l'Islam radical, doté de l'arme nucléaire, sur la base d'une prophétie trouvée dans Daniel 11 : 40 : « Au temps de la fin, le roi du midi [du sud] se heurtera contre lui. Et le roi du septentrion [du nord] fondra sur lui comme une tempête, avec des chars et des cavaliers, et avec de nombreux navires ; il s'avancera dans les terres, se répandra comme un torrent et débordera. » Dans *Le roi du sud*, M. Flurry identifie le chef ambitieux, agressif et belliqueux du terrorisme islamique, l'Iran, comme ce roi du sud.

Le zèle renouvelé des hommes de Barack Obama pour un accord nucléaire prépare le roi du sud à faire cette poussée prophétisée. D'abord, cela rendra Israël, allié de longue date des États-Unis, extrêmement vulnérable à une future attaque. Mais selon cette prophétie, une inquiétude extrême sera également ressentie par le roi du nord.

Qui est le roi du nord ? Depuis 1945, feu Herbert W. Armstrong, rédacteur en chef de *La pure vérité,* le magazine prédécesseur de la *Trompette, a* identifié ce roi comme l'Europe dirigée par l'Allemagne. Maintenant, sous les acclamations et l'adulation du reste du monde, l'Allemagne fait pression pour se remilitariser, en utilisant l'invasion russe de l'Ukraine comme prétexte.

M. Armstrong a prédit la remilitarisation de l'Allemagne il y a plus de 75 ans, lorsque l'Allemagne était une ruine rasée par des bombes après la Seconde Guerre mondiale. Il a basé sa prévision sur la parole sûre de la prophétie biblique. Comme l'explique M. Flurry, l'affrontement à venir entre l'Islam radical et une Europe unie et catholique déclenchera les feux nucléaires de la Troisième Guerre mondiale.

Les prévisions terrifiantes de *La pure vérité* et de la *Trompette* se réalisent. Et le pire est encore à venir. Mais de cette même source clé—la prophétie biblique—provient également la meilleure nouvelle que l'on puisse entendre !

« Et tout comme il est certain que ces événements se produiront, Jésus-Christ reviendra sur cette terre dans la puissance et la gloire, comme le confirment des douzaines de versets ! » déclare notre brochure *Histoire et prophétie du Moyen-Orient*. Les prophéties concernant le roi du nord et le roi du sud culminent avec le retour de Jésus-Christ. L'homme aura prouvé par l'histoire qu'il est incapable de se gouverner lui-même et que ses nations doivent être gouvernées, non pas par des hommes, mais par le Royaume de Dieu. Ce gouvernement mettra fin au terrorisme, aux guerres et aux armes nucléaires. L'accomplissement de cette prévision est ce que nous, à la *Trompette,* avons hâte de voir.

Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de

Le roi du sud

maintenant en cliquant i